

Ce gaz russe dont l'Europe a tant de mal à se passer

La peur d'une fin des livraisons vers l'UE affole les marchés et propulse les prix à des hauteurs démentes. Peut-on vivre sans méthane russe ? La question des stocks pour l'hiver prochain est centrale.

BERNARD PADOAN

Depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, les marchés de l'énergie sont frénétiques : ce lundi, le cours du gaz européen de référence, le Dutch TTF, a atteint 345 euros/MWh en cours de séance, en hausse de... 80 % par rapport à sa clôture de vendredi. Certes, le cours a un peu reflué au fil des heures, mais il était toujours en hausse de 18 %, à 227 euros, en fin de journée. Les causes de cette folle envolée sont toujours les mêmes : les opérateurs craignent la rupture de l'approvisionnement russe vers l'Europe, soit que les alliés occidentaux décident d'imposer un embargo, soit que Vladimir Poutine choisisse lui-même de stopper les livraisons russes à titre de contre-sanctions.

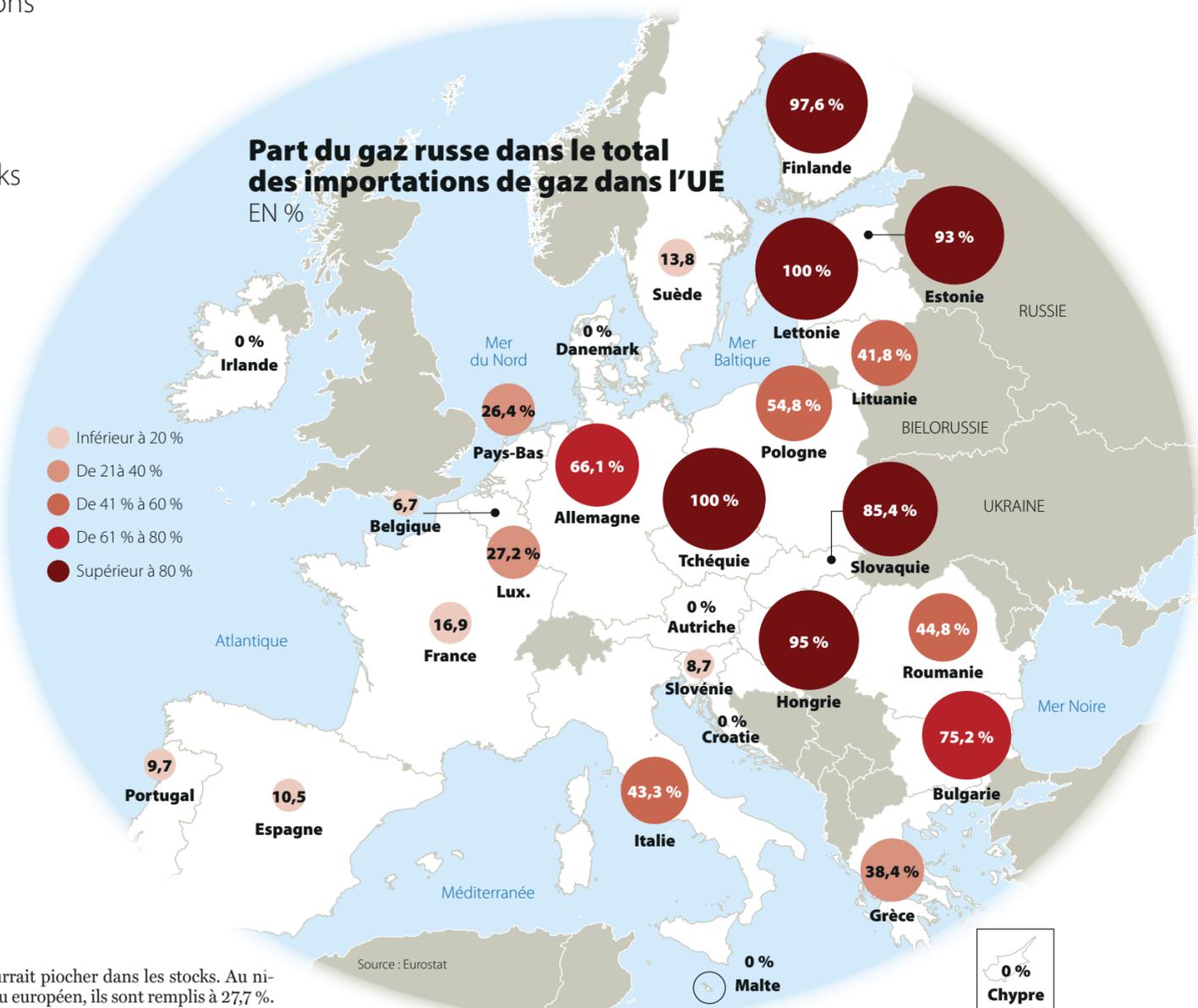
Les chiffres sont connus : une telle fermeture des robinets priverait l'Europe d'environ 40 % du gaz qu'elle consomme. Avec des variations en fonction des pays (voir la carte ci-contre). On le sait, notre pays est relativement peu exposé au gaz russe – un peu moins de 7 % de nos importations. Ce qui, soit dit en passant, ne nous protège de toute façon pas contre l'envolée des prix. Notons que, pour l'heure, en dépit des combats qui font rage, le gaz continue de s'écouler vers l'Europe. Selon le dernier relevé du « think tank » bruxellois Bruegel, ce dimanche, 365 millions de m³ de méthane russe sont arrivés dans l'UE via les différents gazoducs, y compris ceux qui traversent l'Ukraine. Gazprom, la principale société gazière russe, confirme par ailleurs livrer des quantités conformes « à la demande des consommateurs européens » – même si on est plutôt dans le bas de la fourchette en comparaison avec la période 2016-2020.

Pas de pénurie... tout de suite

Que se passerait-il si les flux en provenance de Russie venaient à se tarir totalement ? La question d'une pénurie ne se poserait pas immédiatement, car on

pourrait piocher dans les stocks. Au niveau européen, ils sont remplis à 27,7 %. De l'avis général, c'est suffisant pour terminer la saison froide et arriver jusqu'aux beaux jours. Mais attention : l'utilisation des stocks n'est pas linéaire tout au long de l'année, et ce sont les réserves constituées pendant l'été – quand la demande est plus faible – qui permettent de compléter les livraisons hivernales – qui ne suffiraient pas à elles seules pour couvrir les pics de consommation.

Le problème, c'est donc de reconstituer les stocks pour 2023. « Même des importations records de gaz non russe



ne seraient pas suffisantes pour remplir les stocks en prévision de l'hiver prochain », indiquent des experts en énergie dans un « post » intitulé « Se préparer pour le premier hiver sans gaz russe » publié sur le site de Bruegel. « L'Europe aurait besoin de diminuer sa demande d'au moins 400 TWh (ou 10 à 15 % de sa demande annuelle) ». Ce que la note juge « possible », à condition de mettre en œuvre d'ici un an une série de mesures du côté de la demande : brûler du pétrole dans les centrales électriques à gaz et basculer vers les centrales à charbon, reporter la fermeture de réacteurs nucléaires, réduire la demande industrielle, accélérer le déploiement du renouvelable solaire et des pompes à chaleur, réduire la consommation chez les particuliers et les entreprises.

Beaucoup d'incertitudes

Mais ce scénario contient de nombreuses incertitudes, concède la note. A commencer par la possibilité pour l'UE « de se procurer des quantités sans précédent de LNG (gaz naturel liquéfié, NDLR) », en provenance du Qatar, des Etats-Unis, d'Egypte ou du Nigeria. En 2022, la production globale de LNG devrait augmenter entre 63 et 300 TWh. A l'Europe de réussir à capter ce surplus. Sur le seul mois de janvier, l'UE a reçu 37 % des exportations de gaz liquéfié américain, contre 23 % en moyenne en 2021. Du point de vue des infrastructures, les ports méthaniers européens ont un taux d'occupation variant de 30 à 70 % (42 % pour Zeebrugge), « ce qui laisse de la marge pour un usage plus intensif des sites existants », ajoutent encore les experts. A plus longue échéance (de l'ordre de deux à trois ans), de nouveaux terminaux devraient d'ailleurs entrer en service – l'Allemagne vient de décider de lancer deux chantiers de construction.

Les auteurs de la note constatent aussi que de plus en plus de contrats de LNG

prévoient des clauses de destination flexible, qui permettraient, par hypothèse, de rediriger des méthaniers vers le marché européen. « Ces sources de flexibilité sous-tendent la capacité actuelle de l'Europe – du fait de ses prix plus élevés – à attirer des cargaisons de LNG américain autrement destinées à l'Asie, afin de compenser la baisse des approvisionnements en gaz russe », indiquent-ils. « La question clé est de savoir à quelle échelle et pendant combien de temps cette flexibilité pourrait être utilisée, compte tenu de la demande croissante de LNG dans les pays asiatiques. »

Quant à la reconstitution des stocks, elle implique pour les compagnies gazières européennes d'acheter du gaz – à un vendeur qu'il faut encore trouver, on l'a vu – au prix fort aujourd'hui, pour le revendre l'hiver prochain alors que les cours auront peut-être chuté. Au cours du jour, les 700 TWh nécessaires couvriraient la bagatelle de... 160 milliards d'euros (contre 12 milliards une année « normale »). Pas sûr que les groupes gaziers soient prêts à prendre un tel risque, même si l'UE réfléchit à imposer des quotas. Il faudra au minimum que les Etats assument une partie de ce risque, sauf à en passer la totalité du coût aux consommateurs finaux.

On le voit, le défi est immense, sans parler de l'explosion des prix qu'une situation de perte de l'approvisionnement russe provoquerait. C'est ce qui fait dire ce lundi au chancelier allemand Olaf Scholz que les importations d'énergie fossile en provenance de Russie sont « essentielles » pour la « vie quotidienne des citoyens » en Europe et l'approvisionnement du continent ne peut pas être assuré autrement à ce stade. « L'Allemagne travaille d'arrache-pied avec ses partenaires au sein de l'Union européenne, et au-delà, pour développer des alternatives à l'énergie russe. Mais cela ne peut pas se faire du jour au lendemain », a-t-il conclu.

KROLL

